

Unité interdépartementale des Alpes du Sud
84, rue des Artisans, ZI Saint-Joseph
04100 Manosque

Marseille, le 03/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GEOMETHANE

Chemin Louis Denis Valverane
04100 Manosque

Référence : SPR/2025/870

Code AIOT : 0006400828

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement GEOMETHANE implanté Centre de Stockage de Manosque Quartier de Gaude 04100 Manosque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif visé par l'inspection était de contrôler d'une part la conformité théorique du SGS (gestion des situations d'urgence) et du POI, et de s'assurer en participant à un exercice POI, de la bonne application (et de la bonne maîtrise) de l'ensemble des procédures théoriques élaborées et retranscrites dans ce SGS et ce POI.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEOMETHANE
- Centre de Stockage de Manosque Quartier de Gaude 04100 Manosque
- Code AIOT : 0006400828
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Géométhane exploite une installation de stockage de gaz naturel en cavités souterraines sur 7 cavités.

Thèmes de l'inspection :

- SGS/POI/Exercice POI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Elaboration du POI	Code de l'environnement du 27/11/2024, article L.515-41	Sans objet
2	Mise à jour, test POI	Code de l'environnement du 27/11/2024, article R.515-100	Sans objet
3	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
4	Elaboration du SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8	Sans objet
5	Réalisation et mise à jour du SGS	Code de l'environnement du 27/11/2024, article Article R.515-99	Sans objet
6	Mise en œuvre du SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et R.515-99	Sans objet
7	Contenu du SGS – Situation d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	Sans objet
8	Mise en œuvre du POI / Exercice POI	Code de l'environnement du 27/11/2024, article Article R.515-99	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un POI et d'un système documentaire lui permettant de répondre aux objectifs du SGS. L'exercice POI a démontré une cohérence dans la gestion des situations d'urgence en réel par rapport aux procédures théoriques.

Si des points d'amélioration ont été identifiés, il apparaît que l'exploitant a déroulé son POI avec une grande efficacité dans le cadre de cet exercice.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Elaboration du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/11/2024, article L.515-41
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un POI en vue de : Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens. Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.
Constats : L'exploitant dispose bien un POI, SMA-PDU-023-REVA, révisé en mai 2025 lui permettant de gérer les situations accidentelles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise à jour, test POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/11/2024, article R.515-100
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : <p>I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à : 1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ; 2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. Ce plan est établi avant la mise en service.</p> <p>Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. II.-Il est, par ailleurs, réalisé pour la première fois ou mis à jour : 1° Dans un délai raisonnable : a) Avant la mise en service d'un nouvel établissement relevant du régime défini à la présente sous-section ; b) Avant la mise en œuvre de modifications des installations ou des activités entraînant un changement de l'inventaire des substances dangereuses de l'établissement ayant pour conséquence de le faire entrer dans le régime défini à la présente sous-section ; c) Avant la mise en œuvre de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ; 2° Dans le délai de deux ans à compter de la date où un établissement entre dans le régime défini à la présente sous-section, pour d'autres raisons que celles mentionnées au 1° ; 3° A la suite d'un accident majeur. La mise à jour tient compte des modifications intervenues dans les installations concernées, des nouvelles connaissances techniques et des connaissances concernant les mesures à prendre en cas d'accidents majeurs ainsi que du retour d'expérience.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>La dernière version du POI date de mai 2025</p> <p>Il définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre pour les différents scénarios d'accident envisagés.</p> <p>En lien avec l'étude de dangers qui comprend le détail de l'ensemble des scénarios, des potentiels de dangers, des installations du site, le POI détaille la stratégie d'action associée à chaque événement et liste également les moyens d'intervention disponibles. Il précise l'organisation de la cellule de crise, les schémas d'alerte et les actions à mener par chacun de ses membres.</p> <p>Concernant les procédures relatives à l'identification des scénarios accidentels prévisibles, elles sont retranscrites dans l'Etude de dangers du site (scénarios, moyens, plans d'urgence).</p> <p>Dans le chapitre de l'EDD qui concerne les plans d'urgence, on retrouve l'ensemble des scénarios ainsi que l'engagement de révision périodique du POI et l'engagement de réalisation des tests (fréquence annuelle). Les fiches réflexes contenues dans le POI découlent de cette partie.</p> <p>Les différents documents de référence de l'exploitant mentionnent l'engagement de réaliser des tests à fréquence à minima annuelle .</p> <ul style="list-style-type: none">• POL 10 : engagements de l'opérateur industriel<ul style="list-style-type: none">◦ engagement de réaliser des exercices d'urgence (3 par an).• POL 24, §8.1 Gestion de crise<ul style="list-style-type: none">◦ Evoque la procédure STY-PRO-0008 spécifique à la gestion de crise et rappelle la nécessité de réalité des tests de ces procédures d'urgence (fréquence annuelle)

- Etude de dangers
 - Evoque la réalisation de tests annuels.

Le planning des exercices réalisés montre le respect des engagements de l'exploitant (FOR-0069) avec la réalisation de plusieurs exercices POI chaque année, dans le cadre d'une programmation pluriannuelle, et le suivi des habilitations/formations des agents amenés à participer à la gestion de crise (obligation d'un exercice annuel pour chaque agent).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contenu du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

- Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;
- Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;
- Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
- Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
- Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
- Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
- Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;
- Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;
- Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.
- Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

Constats :

L'ensemble des éléments essentiels attendus sont présents dans le POI.

<p>Il définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre pour les différents scénarios d'accident envisagés.</p> <p>En lien avec l'étude de dangers qui comprend le détail de l'ensemble des scénarios, des potentiels de dangers, des installations du site..., le POI détaille la stratégie d'action associée à chaque événement, liste également les moyens d'intervention disponibles. Il précise l'organisation de la cellule de crise, les schémas d'alerte et les actions à mener par chacun de ses membres.</p> <p>Les noms des acteurs ne sont pas précisés. L'exploitant raisonne par fonction au sein de la cellule de crise, chaque fonction ayant des tâches opérationnelles en responsabilité. Cette organisation répond à l'objectif prévu par les points a) et b) cités dans l'annexe V pré citée.</p> <p>L'intégration des deux derniers points i) et j) dans le POI n'est pas formalisée. Le plan de prélèvement environnemental est cité dans le POI sans qu'il soit précisé dans quel cas il sera déclenché. Enfin, les moyens et méthodes prévus pour le nettoyage de l'environnement après un accident majeur n'est pas évoqué dans le POI. L'exploitant devra compléter le POI sur ce point.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra intégrer à son POI les éléments de justification permettant de répondre au point j de l'annexe V de l'arrêté du 26/05/2014 et préciser dans quelles situations il doit déclencher la procédure des premiers prélèvements environnementaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Elaboration du SGS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, SGS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs [...] Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un SGS, à jour conformément au R.515-99.</p> <p>La structure et l'organisation de ce SGS est décrit dans le manuel de management. Ce manuel est identifié STY-MMA-0001. Concernant la gestion des situations d'urgence / accidents, il est ensuite décliné au travers notamment de la politique de sécurité industrielle (STY-POL-0024). Cette politique de sécurité industrielle se base sur l'évaluation des risques de l'étude de dangers du site, qui elle-même renvoie vers le POI (SMA-PDU-023-REVA) pour la gestion des situations d'urgence. La procédure STY-PRO-008 Gestion de crise, traite en particulier de l'organisation de crise au niveau du groupe, en fixant les règles générales. Les règles spécifiques au site sont détaillées dans le POI, dont le contenu est conforme aux attentes (voir constat précédent).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Réalisation et mise à jour du SGS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/11/2024, article Article R.515-99
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
Prescription contrôlée : Ce système de gestion de la sécurité est réalisé pour la première fois ou réexaminé et mis à jour : - avant la mise en service d'une installation relevant du régime défini à la présente sous-section ; - avant la mise en œuvre de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ou de modifications des installations ou des activités entraînant un changement de l'inventaire des substances dangereuses d'un établissement ayant pour conséquence de le faire entrer dans le régime défini à la présente sous-section ; - dans le délai de deux ans à compter du jour où l'établissement entre dans le régime défini à la présente sous-section pour d'autres raisons que celles mentionnées aux deux alinéas précédents ; - à la suite d'un accident majeur. Un arrêté du ministre chargé des installations classées précise les catégories d'informations contenues dans le système de gestion de la sécurité.
Constats : Voir constat précédent
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mise en œuvre du SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et R.515-99
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité prévu à l'article L. 515-40 et lui affecte des moyens appropriés.
Constats : Les procédures examinées, en lien avec le SGS sont bien mises en œuvre par l'exploitant. - procédure formation (§7 de la procédure STY-PRO-008). La formation pour les DOI (Directeur des Opérations Internes) se fait comme indiqué dans la procédure citée. L'exploitant a pu fournir les documents justificatifs. En ce qui concerne les autres fonctions, celles-ci se font par compagnonnage des agents sur le roulement d'astreinte. Chacun reste dans ses fonctions « ordinaires », les habilitations normales pour chaque poste sont donc en vigueur pour la prise d'astreinte. Un contrôle en interne avant prise d'astreinte est aussi réalisé par le responsable d'équipe après une période minimale de compagnonnage et un contrôle des acquis. Une formation spécifique au POI, son déroulement et son contenu semble toutefois utile.

En effet, il apparaît qu'aucune formation spécifique n'est donnée aux agents possiblement impliqués dans la cellule de crise. Si les fiches de fonctions sont claires et précises permettant à chacun de réaliser les missions attendues, et que chaque agent participe régulièrement à des exercices, ce qui constitue une bonne pratique pour la formation, une formation théorique minimale sur le POI (objectif du POI, contenu), son déroulement (procédure d'alerte, déroulement fiche d'urgence, sujet des éventuelles mesures spécifiques à mettre en œuvre comme les prélèvements environnementaux, bascule possible sur le PPI), les rôles possibles (quels rôles pour quelles missions essentielles) et les moyens disponibles (accès aux documents, accès au réseau, manière de tenir une main courante, de remplir le tableau SITAC) semble nécessaire.

- procédure organisation de la gestion de crise (POL-24 reprise pour la partie opérationnelle dans le POI)

L'exercice POI a montré que l'exploitant était en mesure de respecter les procédures cadres. (voir constat 8).

- moyens logistiques de la cellule de crise (§6 de la procédure STY-PRO-008)

L'ensemble des moyens prévus dans la procédure sont présents en salle de crise. Concernant les documents ressources, les Procédures D'Urgences (PDU) du site sont créées et mises à jour pour répondre à tous ces scénarios et donnent pour chaque membre de l'équipe d'intervention (Agent de conduite, REI, DOI) et les actions à mener pour la gestion d'incident. Lors de la gestion de crise, il n'y a donc en théorie pas besoin de se référer à l'EDD et le POI (intégrant les distances d'effets des scénarios majorant de l'EDD) se suffit à lui-même avec une déclinaison des PDU pour la gestion de l'incident. Toutefois, l'exercice a démontré que s'il est nécessaire de se baser sur le scénario majorant, il peut être utile de disposer des scénarios intermédiaires éventuels pour adapter la réponse opérationnelle au gré de l'évolution du sinistre. En cela, la présence de l'EDD complète en salle de crise semble pertinente.

Toutes les PDU ainsi que le POI sont disponibles en Salle de Contrôle sous format papier et disponibles sur l'outil documentaire du site en format dématérialisé.

Aucune procédure relative à l'organisation de l'astreinte n'est formalisée. Toutefois l'exploitant dispose d'un roulement d'astreinte organisé comme suit :

Le document PRO-0008 donne les éléments généraux de l'organisation de la gestion de crise en précisant les personnes mobilisables en cas de gestion de crise. Les personnes mobilisées a minima dans la gestion de crise sont le DOI (Directeur des opérations internes), le RCS (Responsable communication sur site), le technicien de conduite , le CRM (Responsable du centre de répartition des moyens), le REI (Responsable d'équipe d'intervention).

Les systèmes d'astreinte et le roulement sont définis à la maille site au travers d'une planification du roulement d'astreinte, prévu dans le planning d'astreinte réalisé chaque semaine. Il existe donc un planning des personnes d'astreinte de façon à identifier qui est d'astreinte à un instant T et disponible en salle de contrôle (DOI, CRM, RCS, et REI). Les astreintes sont mobilisables sur demande du DOI lorsqu'un problème survient. C'est alors au DOI de répartir les rôles au début de l'incident, en dehors des personnes d'astreinte. Un agent de conduite est présent 24/24 sur le site. Toutes ces fonctions peuvent être mobilisées à partir du personnel d'astreinte.

De plus, lors d'un incident d'autres personnes présentes ou mobilisées peuvent prendre part à la cellule de crise, que ce soit en heures ouvrées avec le personnel présent sur site ou hors heures ouvrées. Les DOI ont les coordonnées de l'ensemble du personnel du site.

Le système d'astreinte mis en place sur site répond donc à l'organisation prévue dans les procédures internes et est cohérente avec le POI.

Le personnel d'astreinte est tenu d'habiter dans la zone d'astreinte (défini sur cartographie), avec :

- une zone d'astreinte d'action immédiate (techniciens) limitée à 30min du site.
- une zone d'astreinte d'alerte (DOI) fixée à 45min du site. Une carte de ces 2 zones existe et a été transmise à l'inspection.

Une formalisation par une procédure "locale" du système d'astreinte (personnes mobilisables, formations/habilitations nécessaires, organisation en période ouvrée/non ouvrée, engagements de réactivité, annuaire, système de planning hebdomadaire, règles de diffusion de ce planning, rôles de chacun...) devrait être intégré au SGS afin de renforcer la robustesse du système.

De plus, l'exercice POI réalisé montre que l'exploitant dispose d'un POI fonctionnel, et adapté à la gestion des situations accidentelles. Ce POI associé à la formation des acteurs, à la fonctionnalité de l'astreinte et de l'alerte, et à la mise en œuvre efficace de la cellule de crise permettent de considérer que l'exploitant respecte les dispositions susvisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra formaliser une procédure "locale" / "site" relative à l'organisation et au fonctionnement du système d'astreinte, et à la formation spécifique des agents mobilisables, susceptibles d'avoir un rôle des rôles définis dans le POI en cas de crise.

L'ajout de l'EDD en salle de crise semble relever d'une bonne pratique nécessaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contenu du SGS – Situation d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, SGS

Prescription contrôlée :

Le système de gestion est proportionné aux risques, aux activités industrielles et à la complexité de l'organisation dans l'établissement et repose sur l'évaluation des risques. Il intègre la partie du système de gestion général incluant la structure organisationnelle, les responsabilités, les pratiques, les procédures, les procédés et les ressources qui permettent de déterminer et de mettre en œuvre la politique de prévention des accidents majeurs. Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :

[...]

5 Gestion des situations d'urgence

En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.

Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.

Ces procédures font l'objet :

- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;
- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.

Constats :

Le SGS dispose bien d'une partie spécifique à la gestion des situations d'urgence.

Les éléments relatifs aux situations d'urgence sont précisés et articulés dans les documents suivants :

- Manuel de management STY-MMA-0001 qui structure le système de management. Ce manuel renvoie à la procédure POL 24 pour ce qui concerne la gestion de la sécurité industrielle.
- La procédure POL 24, renvoie, en ce qui concerne le sujet spécifique de la gestion de crise (§8.1 Gestion de crise), à la procédure STY-PRO-0008 spécifique à la gestion de crise. En ce qui concerne l'évaluation des risques, elle fixe comme base l'étude de dangers du site (qui elle même évoque le POI comme outil de gestion des situations de crise).
- Enfin, la procédure STY-PRO-008 détaille l'organisation de crise au niveau groupe.
 - Elle définit les dispositions mises en œuvre par STORENGY pour anticiper et gérer les situations de crise
 - Elle précise les missions et responsabilités ainsi que l'organisation mise en place (cellule de crise, logistique, professionnalisation des intervenants).
 - En particulier :
 - Le §5 détaille l'organisation globale de crise en fonction du type d'accident
 - Le 7.1 traite en particulier de la question de la logistique de crise
 - Le 7.2 traite des formations nécessaires pour le personnel
 - Le 7.3 traite en particulier de la question des permanences ou astreintes
- Etude de dangers du site
- POI du site

L'ensemble de ces documents et leur articulation, permet de considérer que le SGS mis en place répond aux objectifs prévus par la réglementation, de la définition d'une politique générale, à la mise en œuvre de procédures claires pour organiser la gestion des situations d'urgence et à la mise en place d'outils effectifs pour s'assurer de la mise en œuvre opérationnelle effective des procédures et politiques prévues (EDD et POI)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Mise en œuvre du POI / Exercice POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/11/2024, article Article R.515-99

Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité prévu à l'article L. 515-40 et lui affecte des moyens appropriés.

L'objet du présent point est de vérifier la bonne application du POI par l'exploitant, lors de la réalisation de son test annuel, auquel l'inspection des installations classées à assister en tant qu'inspecteur/évaluateur.

En particulier, l'objectif est de vérifier notamment les points suivants :

- respect du schéma de transmission de l'alerte sur site

- respect du schéma d'alerte externe
- mise en place de la cellule de crise
- cohérence participants à la cellule de crise / fonctions sur site / fonction attribuées pour la gestion de crise
- vérifier que chaque participant effectue les missions qui lui sont confiées selon la répartition prévue par le POI
- vérifier les équipements / documents / implantation de la ou des salles de gestion de crise
- vérifier si la fiche G/P est transmise, et à quel moment
- vérifier que le scénario joué est bien présent dans le POI, et l'EDD du site
- vérifier la tenue des fiches de suivi prévues par le POI (suivi des appels, checklist des actions,...)
- contrôler la cohérence des actions menées par l'exploitant dans le cadre du jeu terrain
- contrôler la cohérence des actions avec ce que prévoit le POI

Outre ce contrôle l'Inspection s'attache ici à évaluer avec un œil extérieur, et de manière qualitative, l'organisation de la gestion de crise, les réactions des différents acteurs, afin d'identifier de potentiels axes d'amélioration, et de noter les points positifs/innovations dans la démarche de l'exploitant.

Constats :

L'exploitant a pu démontrer lors de l'exercice la bonne mise en application en pratique de son POI, que ce soit sur les sujets grément de la cellule de crise, schéma d'alerte, gestion de la crise ou sur la gestion opérationnelle du sinistre.

L'ensemble du personnel ayant participé a réalisé les missions attendues et prévues démontrant la fiabilité du système astreinte/formation mis en place par l'exploitant.

Les moyens logistiques/matériels/documentaires étaient globalement conformes aux attentes.

Les documents opérationnels du POI (Procédures d'urgence (PDU), fiches fonctions, fiche scénario) ainsi que le matériel présent en salle de crise (tableau SITAC, tableau pour main courante...) ont démontré leur efficacité.

Le détail de l'analyse de l'inspection est placé en annexe confidentielle, consultable sur demande.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le déroulé de l'exercice POI a fait apparaître les points d'amélioration suivants:

- Sur l'exercice en lui-même, il serait préférable que le DOI ainsi que les différents joueurs disposant des rôles essentiels n'aient pas connaissance du scénario.

- Sur le POI :

L'exploitant disposait d'un moyen d'alerte des populations par automate qui n'est plus fonctionnel. Une réflexion pourra être engagée afin de remettre en service un système équivalent permettant une alerte des populations, au delà de la simple sirène POI. Ce système permettrait de plus de pouvoir tester l'alerte riverains lors des exercices.

L'exploitant pourrait prévoir dans son POI les modalités de gestion en cas de prolongement sur un temps long de la cellule de crise (remplacement d'agents, approvisionnement logistique divers), en attribuant clairement cette tâche à un des membres de la cellule de crise.

L'exploitant devra reprendre la fiche scénario utilisée pour l'exercice POI en précisant les effets de suppression, qui n'y apparaissaient pas.

Le communiqué de presse mériterait d'être complété par un point sur les impacts

environnementaux et par les modalités de communication prévues (à qui doit il être transmis ? par qui ?)

Si les documents (POI, PDU...) étaient bien disponibles, l'ensemble des agents participants à la gestion de crise n'avaient pas nécessairement en tête les modalités d'accès à ces documents. Ce point devra être mieux clarifié, formalisé (notamment en lien avec le point sur la formation spécifique au POI).

L'exploitant devra s'assurer de fiabiliser la connexion wifi de la salle de crise et d'ajouter au POI, ou en salle de crise les modalités de connexion à ce réseau.

Les annuaires du schéma d'alerte devront être actualisés pour prendre en compte le retour d'expérience de l'exercice.

Enfin, une réelle réflexion doit être engagée sur la gestion des incidents considérant les scénarios et distances d'effets majorants identifiés dans l'EDD et le POI, notamment en prenant en compte des distances d'effet du scénario majorant en première approche.

Type de suites proposées : Sans suite